

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 mars 2004

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code d'instruction criminelle
en ce qui concerne la révision
des condamnations**

(déposée par M. Melchior Wathelet)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 maart 2004

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Wetboek van
strafvordering, in verband met de herziening
van de veroordelingen**

(ingediend door de heer Melchior Wathelet)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi entend modifier le Code d'instruction criminelle afin de permettre qu'un recours en révision soit ouvert contre les décisions ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe het Wetboek van strafvordering te wijzigen, zodat een beroep tot herziening mogelijk wordt tegen de beslissingen die de opschorting van een veroordeling bevelen.

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>VLAAMS BLOK</i>	: Vlaams Blok
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>
<i>DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	<i>DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA : Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV : Compte Rendu Intégral, avec à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)</i>	<i>CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)</i>
<i>CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (sur papier vert)</i>	<i>CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>
<i>CRABV : Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>	<i>CRABV : Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>
<i>PLEN : Séance plénière (couverture blanche)</i>	<i>PLEN : Plenum (witte kaft)</i>
<i>COM : Réunion de commission (couverture beige)</i>	<i>COM : Commissievergadering (beige kaft)</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes :</i>	<i>Bestellingen :</i>
<i>Place de la Nation 2</i>	<i>Natieplein 2</i>
<i>1008 Bruxelles</i>	<i>1008 Brussel</i>
<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.laChambre.be</i>	<i>www.deKamer.be</i>
<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>	<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition de loi déposée au Sénat le 9 juillet 2003 (doc. Sénat, n° 3-55/1-2003).

Dans le rapport annuel 1999-2000 de la Cour de cassation, le ministère public près cette cour fait une offre de services au législateur. Il propose à la page 71, section 5, d'apporter une extension au champ d'application des articles 443 et 447 du Code d'instruction criminelle.

Selon les termes du rapport susmentionné :

« Il ressort d'un arrêt du 19 janvier 2000 (P.99.1623.F) que la révision, qui est un recours exceptionnel contre les décisions de condamnation ou d'internement passées en force de chose jugée, qui pourraient constituer des erreurs judiciaires, n'est pas ouverte contre les décisions ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation, même lorsqu'une telle décision est assortie d'une confiscation. Or une personne, déclarée à tort coupable d'une infraction et soumise à cette mesure, devrait pouvoir former un recours en révision contre cette décision. En cas de révocation de la mesure de suspension, une condamnation pourrait d'ailleurs être prononcée à sa charge. ».

Considérant la nécessité pour les décisions ordonnant la suspension du prononcé d'une condamnation de pouvoir faire l'objet d'une révision, il convient de compléter le chapitre III du Code d'instruction criminelle, en opérant une extension de son champ d'application.

Melchior WATHELET (cdH)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een wetsvoorstel dat reeds op 9 juli 2003 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 3-55/1-2003).

In het jaarverslag 1999-2000 van het Hof van Cassatie wil het openbaar ministerie bij dit hof de wetgever dienstig zijn. Op pagina 71, afdeling 5, stelt het voor de toepassingsfeer van de artikelen 443 en 447 van het Wetboek van strafvordering te verruimen.

In voormeld verslag wordt daaromtrent het volgende gesteld :

« Uit een arrest van het Hof van 19 januari 2000 (P.99.1623.F) blijkt dat de herziening - dat is een buitengewoon rechtsmiddel tegen de beslissingen tot veroordeling of internering die kracht van gewijsde hebben en die gerechtelijke dwaling zouden kunnen opleveren - niet openstaat tegen de beslissingen die de opschorting van de veroordeling bevelen, zelfs niet als die beslissing met een verbeurdverklaring gepaard gaat. Een persoon die ten onrechte schuldig aan een misdrijf wordt verklaard en op wie die maatregel wordt toegepast, zou echter een vordering tot herziening tegen die beslissing moeten kunnen instellen. Bij herroeping van de maatregel van opschorting kan overigens een veroordeling te zijnen laste worden uitgesproken. ».

Gelet op de noodzaak om een herziening te kunnen vorderen van beslissingen die de opschorting van de veroordeling bevelen, dient hoofdstuk III van het Wetboek van strafvordering te worden gewijzigd en in een verruiming van de toepassingsfeer ervan te worden voorzien.

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Un article 447^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le livre II, titre III, chapitre III, du Code d'instruction criminelle :

« Art. 447^{ter}. — Sont susceptibles de révision, conformément aux articles 443 à 447, les décisions ordonnant la suspension du prononcé d'une condamnation, même lorsqu'une telle décision est assortie d'une confiscation. ».

9 octobre 2003

Melchior WATHELET (cdH)

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In boek II, titel III, hoofdstuk III, van het Wetboek van strafvordering, wordt een artikel 447^{ter} ingevoegd, luidende :

« Art. 447^{ter}. — Beslissingen die de opschorting van een veroordeling bevelen, ook als zij gepaard gaan met een verbeurdverklaring, kunnen worden herzien overeenkomstig de artikelen 443 tot 447. ».

9 oktober 2003

ANNEXE

BIJLAGE

TEXTE DE BASE

Code d'instruction criminelle

Chapitre III. Des demandes en revision

Art. 447.

La cour de renvoi prononcera l'acquittement de l'accusé ou du prévenu, ou confirmera la condamnation annulée pour cause de revision, sauf à réduire, le cas échéant, la peine infligée par cette condamnation.

Lorsque la Cour de cassation annulera, sans renvoi, une condamnation pour homicide et lorsque la cour de renvoi prononcera l'acquittement de l'accusé ou du prévenu, il sera déclaré, dans l'arrêt, que l'innocence de l'accusé ou du prévenu a été reconnue. L'arrêt sera publié, par extrait, à la demande de l'intéressé ou de ses ayants droit et à la diligence du procureur général, dans le *Moniteur belge* et dans un journal de la province où la condamnation annulée aura été prononcée. Il sera, de plus, dans les mêmes conditions, affiché tant dans la commune où l'infraction a été relevée, que dans celle où la décision primitive a été rendue. Une expédition en sera transmise au Ministre de la justice et une autre expédition en sera délivrée au condamné ou au curateur à sa défense.

Dans les cas prévus à l'alinéa précédent, une indemnité sera allouée, à charge du Trésor public, soit au condamné, soit à ses ayants droit. Le montant en sera fixé par le gouvernement.

Semblable indemnité pourra être allouée lorsque la peine aura été réduite.

Le demandeur en revision, qui succombe, sera condamné aux dépens.

L'amende, perçue indûment, sera remboursée avec les intérêts légaux depuis la perception.

Si l'indemnité prévue par les alinéas 3 et 4 est refusée, si le montant en est jugé insuffisant ou si le gouvernement n'a pas statué dans les six mois d'une requête introduite à cette fin par le condamné ou par ses ayants droit, ceux-ci pourront, dans les soixante jours de la décision du gouvernement ou à l'expiration du délai dans lequel il aurait dû statuer, s'adresser à la Commission instituée conformément à l'article 28, § 4, de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive.

TEXTE DE BASE ADAPTÉ À LA PROPOSITION

Code d'instruction criminelle

Chapitre III. Des demandes en revision

Art. 447.

La cour de renvoi prononcera l'acquittement de l'accusé ou du prévenu, ou confirmera la condamnation annulée pour cause de revision, sauf à réduire, le cas échéant, la peine infligée par cette condamnation.

Lorsque la Cour de cassation annulera, sans renvoi, une condamnation pour homicide et lorsque la cour de renvoi prononcera l'acquittement de l'accusé ou du prévenu, il sera déclaré, dans l'arrêt, que l'innocence de l'accusé ou du prévenu a été reconnue. L'arrêt sera publié, par extrait, à la demande de l'intéressé ou de ses ayants droit et à la diligence du procureur général, dans le *Moniteur belge* et dans un journal de la province où la condamnation annulée aura été prononcée. Il sera, de plus, dans les mêmes conditions, affiché tant dans la commune où l'infraction a été relevée, que dans celle où la décision primitive a été rendue. Une expédition en sera transmise au Ministre de la justice et une autre expédition en sera délivrée au condamné ou au curateur à sa défense.

Dans les cas prévus à l'alinéa précédent, une indemnité sera allouée, à charge du Trésor public, soit au condamné, soit à ses ayants droit. Le montant en sera fixé par le gouvernement.

Semblable indemnité pourra être allouée lorsque la peine aura été réduite.

Le demandeur en revision, qui succombe, sera condamné aux dépens.

L'amende, perçue indûment, sera remboursée avec les intérêts légaux depuis la perception.

Si l'indemnité prévue par les alinéas 3 et 4 est refusée, si le montant en est jugé insuffisant ou si le gouvernement n'a pas statué dans les six mois d'une requête introduite à cette fin par le condamné ou par ses ayants droit, ceux-ci pourront, dans les soixante jours de la décision du gouvernement ou à l'expiration du délai dans lequel il aurait dû statuer, s'adresser à la Commission instituée conformément à l'article 28, § 4, de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive.

BASISTEKST

Wetboek van strafvordering

Hoofdstuk III. Aanvragen tot herziening

Art. 447.

Het hof waarnaar de zaak verwezen wordt, spreekt de beschuldigde of de beklagde vrij, of bevestigt de wegens herziening vernietigde veroordeling, behoudens vermindering van de door deze veroordeling opgelegde straf, indien daartoe grond bestaat.

Wanneer het Hof van Cassatie een veroordeling wegens het doden van iemand vernietigt zonder verwijzing of wanneer het hof waarnaar een zaak verwezen wordt, de beschuldigde of de beklagde vrijspreekt, wordt in het arrest verklaard dat de onschuld van de beschuldigde of van de beklagde erkend is. Het arrest wordt, op verzoek van de betrokkene of van zijn rechthebbenden en door de zorg van de procureur-generaal, bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en in een blad uit de provincie waar de vernietigde veroordeling is uitgesproken. Het wordt bovendien onder dezelfde voorwaarden aangeplakt in de gemeente waar het misdrijf is vastgesteld zowel als in die waar de eerste beslissing is geweest. Een uitgifte van het arrest wordt toegezonden aan de minister van Justitie, en een andere wordt afgegeven aan de veroordeelde of aan de curator voor zijn verdediging.

In de gevallen van het vorige lid wordt een vergoeding ten laste van de Staatskas toegekend, hetzij aan de veroordeelde, hetzij aan zijn rechthebbenden. Het bedrag wordt door de regering bepaald.

Een dergelijke vergoeding kan toegekend worden wanneer de straf verminderd wordt.

De aanvrager van de herziening die in het ongelijk wordt gesteld, wordt veroordeeld in de kosten.

De ten onrechte geïnde geldboete wordt terugbetaald, met de wettelijke interest te rekenen van de inning.

Indien de in de leden 3 en 4 bedoelde vergoeding geweigerd wordt, indien het bedrag ervan onvoldoende wordt geacht, of indien de regering niet binnen zes maanden heeft beslist op het door de veroordeelde of zijn rechtverkrijgenden te dien einde ingediend verzoekschrift, kunnen dezen zich binnen zestig dagen na de beslissing van de regering, of na het verstrijken van de termijn waarbinnen moest worden beslist, wenden tot de commissie ingesteld overeenkomstig artikel 28, § 4, van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis.

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL

Wetboek van strafvordering

Hoofdstuk III. Aanvragen tot herziening

Art. 447.

Het hof waarnaar de zaak verwezen wordt, spreekt de beschuldigde of de beklagde vrij, of bevestigt de wegens herziening vernietigde veroordeling, behoudens vermindering van de door deze veroordeling opgelegde straf, indien daartoe grond bestaat.

Wanneer het Hof van Cassatie een veroordeling wegens het doden van iemand vernietigt zonder verwijzing of wanneer het hof waarnaar een zaak verwezen wordt, de beschuldigde of de beklagde vrijspreekt, wordt in het arrest verklaard dat de onschuld van de beschuldigde of van de beklagde erkend is. Het arrest wordt, op verzoek van de betrokkene of van zijn rechthebbenden en door de zorg van de procureur-generaal, bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en in een blad uit de provincie waar de vernietigde veroordeling is uitgesproken. Het wordt bovendien onder dezelfde voorwaarden aangeplakt in de gemeente waar het misdrijf is vastgesteld zowel als in die waar de eerste beslissing is geweest. Een uitgifte van het arrest wordt toegezonden aan de minister van Justitie, en een andere wordt afgegeven aan de veroordeelde of aan de curator voor zijn verdediging.

In de gevallen van het vorige lid wordt een vergoeding ten laste van de Staatskas toegekend, hetzij aan de veroordeelde, hetzij aan zijn rechthebbenden. Het bedrag wordt door de regering bepaald.

Een dergelijke vergoeding kan toegekend worden wanneer de straf verminderd wordt.

De aanvrager van de herziening die in het ongelijk wordt gesteld, wordt veroordeeld in de kosten.

De ten onrechte geïnde geldboete wordt terugbetaald, met de wettelijke interest te rekenen van de inning.

Indien de in de leden 3 en 4 bedoelde vergoeding geweigerd wordt, indien het bedrag ervan onvoldoende wordt geacht, of indien de regering niet binnen zes maanden heeft beslist op het door de veroordeelde of zijn rechtverkrijgenden te dien einde ingediend verzoekschrift, kunnen dezen zich binnen zestig dagen na de beslissing van de regering, of na het verstrijken van de termijn waarbinnen moest worden beslist, wenden tot de commissie ingesteld overeenkomstig artikel 28, § 4, van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis.

Art. 447bis.

Sont susceptibles de revision, conformément aux articles 443 à 447, les décisions ordonnant l'internement des inculpés et accusés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale prononcée en vertu de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

Art. 447bis.

Sont susceptibles de revision, conformément aux articles 443 à 447, les décisions ordonnant l'internement des inculpés et accusés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale prononcée en vertu de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

Art. 447ter.¹

Sont susceptibles de révision, conformément aux articles 443 à 447, les décisions ordonnant la suspension du prononcé d'une condamnation, même lorsqu'une telle décision est assortie d'une confiscation.

¹ Art.2

Art. 447bis.

De beslissingen, uitgesproken krachtens de wet tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers en waarbij internering wordt gelast van verdachten en beschuldigen die zich in staat van krankzinnigheid, geestesstoornis of zwakzinnigheid bevinden, kunnen worden herzien overeenkomstig de artikelen 443 tot 447.]

Art. 447bis.

De beslissingen, uitgesproken krachtens de wet tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers en waarbij internering wordt gelast van verdachten en beschuldigen die zich in staat van krankzinnigheid, geestesstoornis of zwakzinnigheid bevinden, kunnen worden herzien overeenkomstig de artikelen 443 tot 447.

Art. 447ter. ¹-

Beslissingen die de opschorting van een veroordeling bevelen, ook als zij gepaard gaan met een verbeurdeverklaring, kunnen worden herzien overeenkomstig de artikelen 443 tot 447.

¹ Art.2